



# ASSEMBLÉE NATIONALE

14ème législature

politique culturelle

Question au Gouvernement n° 347

Texte de la question

## BUDGET DE LA CULTURE

M. le président. La parole est à M. Christian Kert, pour le groupe de l'Union pour un mouvement populaire.

M. Christian Kert. Je voudrais tout d'abord dire à Mme la ministre de la famille, qui vient de répondre à M. Le Fur, que ce n'est pas parce qu'une question la gêne qu'elle déshonore son auteur. (*Applaudissements sur les bancs du groupe UMP. - Exclamations sur les bancs du groupe SRC.*)

Ma question s'adressait à Mme Aurélie Filippetti mais en son absence, et compte tenu de l'importance que vous dites, monsieur le Premier ministre, accorder à la culture, je me permets de vous interpeller.

Lorsqu'elle est arrivée à son ministère, Mme Filippetti, avec beaucoup d'enthousiasme, a déclaré que la culture était le disque dur de la politique du point de vue de la citoyenneté et de l'économie,...

M. Jacques Myard. Il y a un bug !

M. Christian Kert. ...et qu'il n'y avait pas de redressement productif sans redressement créatif - elle s'adressait probablement à l'un de ses collègues du Gouvernement. Elle a conclu en disant que l'art, c'est du travail et que la culture, c'est de l'emploi.

Nous en sommes parfaitement d'accord. Sauf, monsieur le Premier ministre, que vous avez coupé les ailes de votre enthousiaste ministre de la culture en réduisant ses crédits de plus de 4 % - une première depuis qu'André Malraux s'était installé rue de Valois. (*Applaudissements sur les bancs du groupe UMP.*)

Certes, nous comprenons très bien que l'exception culturelle n'implique pas une exception financière et que la culture doit participer à la politique de réforme de la dépense publique. Néanmoins, qu'allez-vous dire aux entreprises qui devaient réaliser ces grands projets qui ont été abandonnés ? À celles qui devaient travailler sur les grands chantiers de restauration de ces bâtiments formidables qui font la grandeur de notre territoire ? À toutes ces entreprises pourvoyeuses d'emplois, des emplois spécialisés dont le savoir-faire risque de disparaître ? Où en est-il, monsieur le Premier ministre, le grand rêve caressé par François Hollande, alors candidat à la présidentielle ? (*Applaudissements sur les bancs du groupe UMP.*)

M. le président. La parole est à M. le ministre délégué chargé des relations avec le Parlement.

M. Alain Vidalies, *ministre délégué chargé des relations avec le Parlement*. Monsieur le député, je vous demande d'excuser Mme Filippetti, qui est en déplacement à Berlin. Vous l'interrogez sur le budget de la culture, qui a été longuement débattu dans cet hémicycle.

M. Michel Herbillon. Et il est mauvais ! Même nul !

M. Alain Vidalies, *ministre délégué*. Je dois dire mon incompréhension face à l'orientation générale de votre question. Au fond, jour après jour, l'opposition nous répète que nous ne faisons pas assez d'économies, que nous dilapidons, qu'il faudrait encore tailler dans les dépenses de l'État... Mais ensuite, vous vous permettez cette facilité intellectuelle de revenir sur chaque sujet en disant que, sur ce point particulier, il faudrait plus de dépenses !

Ce discours est totalement irresponsable. (*Applaudissements sur les bancs des groupes SRC, écologiste et RRD.*) C'est la majorité qui fait preuve de responsabilité, sur cette question comme sur les autres - et sur cette question justement, vous le savez, des choix ont dû être faits, qui étaient difficiles, pour la ministre comme pour l'ensemble du Gouvernement.

J'avoue aussi mon étonnement quand vous évoquez des projets qui subitement seraient arrêtés par le

Gouvernement.

M. Michel Herbillon. Il n'y a aucune politique culturelle !

M. Alain Vidalies, *ministre délégué*. Si des projets avaient été financés, l'État aurait poursuivi son action. Mais il est quand même assez extraordinaire de nous interroger à ce propos alors que nous avons découvert que ces grands projets que vous citez n'avaient aucun financement ! (*Applaudissements sur de nombreux bancs du groupe SRC.*) Nous avons donc dû les interrompre, compte tenu des nécessités de l'État.

Je pense franchement que vous pouvez nous reconnaître la possibilité au moins d'affirmer notre engagement collectif sur la question culturelle. Il y en a d'autres dans cette assemblée qui peuvent le revendiquer, et vous en êtes, mais cela reste une priorité pour le Gouvernement, même dans la difficulté budgétaire. (*Applaudissements sur les bancs du groupe SRC et certains bancs du groupe RRD.*)

M. Michel Herbillon. Ce ne sont que des mots, sans rien derrière !

## Données clés

**Auteur :** [M. Christian Kert](#)

**Circonscription :** Bouches-du-Rhône (11<sup>e</sup> circonscription) - Les Républicains

**Type de question :** Question au Gouvernement

**Numéro de la question :** 347

**Rubrique :** Culture

**Ministère interrogé :** Relations avec le Parlement

**Ministère attributaire :** Relations avec le Parlement

## Date(s) clé(s)

**Question publiée au JO le :** [29 novembre 2012](#)

La question a été posée au Gouvernement en séance, parue dans le journal officiel le [29 novembre 2012](#)